

Prise de parole du 21 mars 2026

Le 21 mars 1960, à Sharpeville, la police ouvre le feu sur les manifestants qui s'exprimaient contre les lois relatives aux laissez-passer imposées par l'Etat. L'apartheid au pouvoir en Afrique du Sud tuent 69 personnes ce jour-là.

Le 21 décembre 1965, les Nations Unies adoptent la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale.

Depuis 60 ans, tous les 21 mars, la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale nous permet de réaffirmer notre engagement en faveur de l'égalité et de poursuivre nos efforts pour éliminer toutes les formes de racismes.

Mais, depuis 60 ans, quels progrès le monde dans lequel nous vivons, la France où nous vivons, ont-ils accomplis en matière d'égalité de traitement pour tous les individus ?

Force est de constater que les discours racistes se généralisent dans les bureaux et dans les déclarations de ceux qui nous gouvernent.

Force est de constater que nos médias ne se souviennent pas de la Convention des Nations Unies et s'acharnent à désigner l'ennemi pour nous faire peur.

Force est de constater que, malheureusement, ces discours entrent dans les foyers des plus humbles, alors que les manifestations d'extrême droite se banalisent, tout comme la haine de l'Autre. L'Autre qu'on ne connaît pas et qu'on ne veut pas connaître parce qu'il est différent. L'Autre que l'on qualifie, sans réflexion aucune ou pour marquer sa différence, de personne « racisée ».

Depuis 60 ans, nos politiques ont-ils seulement essayé de réfléchir à faire évoluer notre monde dans le bon sens ?

Le 21 mars 1960, dans un état d'apartheid, les Afrikaner Sud-africains blancs, d'origine néerlandaise, française ou allemande, assassinent 69 manifestants noirs.

Après avoir subi la colonisation anglaise, menée tambour battant à partir des années 20, la Palestine est divisée par les mêmes blancs pour faire de la place au futur Etat d'Israël.

Le 19 juillet 2018, Israël adopte la loi fondamentale de l'Etat Nation du Peuple Juif. Loi, qui considère, entre autre, le développement des colonies juives comme une valeur nationale et encourage leur création. Cette loi officialise l'apartheid pratiqué par l'Etat d'Israël depuis sa création. Alors qu'aucun pays dans le monde ne revendique l'apartheid comme idéologie officielle, Israël en est le légataire universel et balaie d'un revers de manche l'idée même de l'égalité des droits. Le racisme, la xénophobie, la haine de l'arabe, la peur du Palestinien, être inférieur qualifié « d'animal », est le discours officiel qui justifie de se défendre et, en toute impunité, d'enfreindre, depuis 78 ans, toutes les règles du Droit international.

Qui punira Israël, ou du moins ses dirigeants, pour la destruction de Gaza, pour la mort et l'exil de dizaine de milliers de civils palestiniens ? Qui punira Israël pour la colonisation, l'occupation et l'annexion très violentes de la Cisjordanie ? Qui punira Israël pour les morts et les destructions du Liban ? Qui punira Israël pour les morts et les destructions en Iran ?

Certainement pas les Etats Unis, leur allié de toujours. Mais pas non plus la Grèce, l'Italie, l'Allemagne ou la France, ces pays, tous membres de la Cour Pénale Internationale, qui auraient dû empêcher Netanyahu de traverser leur espace aérien.

Non, notre gouvernement ne bougera pas. Ils étaient 24 ministres présents au dîner du CRIF le 19 février dernier. 24 ministres du gouvernement français et de nombreux députés, responsables politiques, figures du monde économique ou de la culture venus soutenir l'Etat d'apartheid d'Israël.

Notre démarche aujourd'hui et toujours, animée par un souci de solidarité internationale, est un combat pour endiguer les idéologies racistes et fascistes qui se développent sur les bases d'une braderie sociale orchestrée par l'impérialisme capitaliste qui domine le monde, notre monde.

En banalisant les discours haineux, le racisme, nos gouvernants, médias à l'appui, menacent la paix et la cohésion de notre pays pour arriver à leurs fins. Ils s'attaquent à nos libertés publiques et à coup de lois scélérates précarisent et stigmatisent toujours plus les personnes de nationalité étrangère.

Dans un contexte où l'extrême droite, à travers le monde, s'empare du pouvoir – y compris en Europe – il est nécessaire de rester vigilant. Les choix politiques opérés en France reposent sur un rapport de pouvoir qui renforce les inégalités sociales et nourrit l'ensemble des discriminations.

L'égalité des droits s'oppose à toute forme de domination et d'exploitation humaine. Ces valeurs sont le moteur de notre lutte pour un monde juste, un monde de paix.